

G. Bélanger, *L'économie du Québec, mythes et réalité*, Montréal : Éditions Varia, 2007, 361 p.

Ce livre est quelque peu iconoclaste sur différents aspects de l'économie du Québec. Voici quelques unes des principales conclusions :

- L'économie du Québec demeure une région très ouverte sur l'extérieur, principalement dans le contexte nord-américain. Dans cet ensemble, l'importance relative de sa population et de son économie est en déclin.
- L'intégration au marché commun canadien, qui d'ailleurs se nord-américanise de plus en plus, permet une égalisation à long terme des revenus moyens réels entre le Québec et l'Ontario. L'ajustement se réalise par les variations de leurs poids démographiques, principalement par le truchement des courants migratoires.
- Une faible croissance de la productivité n'est pas nécessairement un indice de mauvaise performance économique.
- La baisse relative de l'emploi dans le secteur des biens favorise un accroissement des entraves au libre commerce, de même que l'éclosion de différentes formes de protectionnisme.
- Une grande partie de la rente des ressources naturelles est gaspillée.
- Les politiques publiques répondent aux règles du jeu politique, lesquelles sont davantage favorables à une redistribution vers les groupes bien organisés plutôt qu'à un accroissement du gâteau collectif.
- Le « modèle québécois » s'apparente au corporatisme et se traduit en privilèges coûteux pour l'économie.
- Montréal, qui est en perte de vitesse par rapport aux autres régions métropolitaines d'Amérique du Nord, est défavorisé par les politiques régionales.
- Les politiques gouvernementales, en particulier celles reliées au marché du travail, ne favorisent pas la flexibilité exigée par une économie ouverte et placée dans un univers risqué et instable.
- Dans les tentatives d'explication de la francisation du Québec au cours des dernières décennies, les effets de la Charte de la langue française sont généralement surestimés.
- Les Québécois sont relativement peu généreux.
- La politique la plus favorable à un accroissement de la population est une politique de croissance économique qui permet de stimuler la demande de travailleurs.
- Le fédéralisme s'assimile à la concurrence verticale à l'intérieur du secteur public, ce qui implique des propriétés encore mal définies et des responsabilités gouvernementales ambiguës.

À travers tous ces chapitres, l'auteur a voulu témoigner de la pertinence de la science économique pour comprendre l'évolution du Québec.